

LAKOU LAPÈ
TRANSFOMASYON VYOLANS AK KONFLI



**CULTIVER UN LEADERSHIP INCLUSIF
À DIFFÉRENTS NIVEAUX POUR BÂTIR
LA PAIX EN HAÏTI**



TABLES DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	3
REMERCIEMENTS	5
IDENTIFICATION DES CAUSES RACINES ET DES ACTEURS IMPLIQUÉS	7
<ul style="list-style-type: none">• Secteur politique• Secteur privé des affaires• Autres professionnels de la société civile• Secteur des médias• Leaders communautaires de pap	
PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	29
<ul style="list-style-type: none">• Réduction de la Pauvreté• Gouvernance, Corruption et Faiblesse de l'Etat• Histoire – Esclavage – Discrimination et Racisme• Influence de la Communauté Internationale	

PRÉAMBULE

Les conclusions de ce rapport représentent une synthèse de plus de 200 sessions de discussions et d'ateliers, réalisés sur la plateforme Zoom et en présentiel, au cours des deux dernières années (avril 2020- mai 2022) sur les racines des conflits violents en Haïti.

Le besoin d'effectuer cette analyse de conflit s'est révélé à nous à la suite des activités de dialogue menés depuis 2012 par Lakou Lapè dans les communautés de base avec la participation d'entrepreneurs du Secteur des Affaires. Après autant d'années passées à travailler dans la transformation de conflits, il nous est apparu évident que les sources des conflits récurrents se manifestant au sein de notre société devaient être analysés et transformés par les acteurs eux-mêmes, afin de trouver des solutions adaptées à notre réalité et arriver à casser les cycles récurrents de violence dans lesquels nous patageons depuis plusieurs décennies.

Ces discussions ont été menées avec la participation de plus de quatre-vingt-quatre (84) citoyens engagés, leaders et professionnels provenant du secteur politique, du secteur privé des affaires, de la société civile et de différentes communautés de base urbaines.

Ces différents groupes se sont rencontrés malgré les difficultés de la conjoncture tels que l'épidémie de covid, l'insécurité généralisée, les pénuries diverses, le kidnapping d'un membre de notre staff et autres obstacles au déroulement sans encombre des rencontres. Nous avons dû naviguer à travers ces moments, nous adapter à ces diverses situations et malgré tout, continuer à avancer. Nous n'aurons certes pu en arriver là, sans le soutien de nos partenaires et des membres des différents groupes qui par leur engagement et leur support nous ont démontré que ce travail en valait la peine.

Ce processus d'analyse de conflit a été mis sur pied et facilité grâce à la collaboration de deux (2) institutions qui sont LAKOU LAPÈ et le GLENCREE CENTRE FOR PEACE AND RECONCILIATION d'Irlande avec l'appui financier de l'UNION EUROPÉENNE.

LAKOU LAPÈ est une Association Communautaire Haïtienne qui travaille depuis 2012 dans le domaine de la transformation pacifique des conflits et la construction de la Paix en Haïti. Ses membres proviennent de divers secteurs de la société y compris les communautés de base urbaines, le secteur des affaires, la société civile, le secteur des arts et de la culture. Les valeurs et principes qui guident l'action de cette institution dans son travail de consolidation de la paix sont : la non-violence, l'inclusion, l'impartialité, l'intégrité institutionnelle, la transparence et l'ouverture. LAKOU LAPÈ réalise la médiation et la facilitation de dialogues entre groupes en conflit, la formation en transformation de conflit et construction de la paix, l'organisation d'activités collaboratives intergroupes et inter-communautés. Dans le cadre de ces conversations LAKOU LAPÈ a joué le rôle de « Facilitateur » du processus.

THE GLENCREE CENTER FOR PEACE AND RECONCILIATION est une organisation Irlandaise dont la mission est d'aider à approfondir le dialogue et la réconciliation au sein et entre les communautés d'Irlande et dans certains contextes internationaux tels que Haïti depuis 2006. GLENCREE travaille à prévenir et à transformer les conflits politiques et inter-communautaires et à construire des sociétés pacifiques et inclusives. Il cherche à rassembler les individus et les groupes touchés par les conflits et les aide à trouver des voies vers la réconciliation et une paix durable. Après avoir participé à la transformation du conflit en Irlande du Nord les facilitateurs de Glencree ont solide accumulé une sérieuse expérience internationale au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Afrique. Ils ont agi dans le cadre de ce processus en tant que « Co-Facilitateurs » avec LAKOU LAPÈ.

Les différents leaders qui ont participé à cette analyse ont été invités en fonction de leurs responsabilités dans la société, leurs prises de position et actions dans le sens d'un changement positif et constructif dans le pays. Quatre groupes de leaders ne dépassant pas 15 personnes se sont réunis en moyenne tous les quinze jours pour identifier les problèmes et

solutions capables de sortir le pays des cycles de violence à répétition dans lequel il est embourbé depuis bien des années. Ces conversations ont été facilités par des professionnels de ces deux institutions. La répartition des groupes au départ s'est fait comme suit :



Les groupes ont analysé les racines complexes de la violence en Haïti, et ont proposé des pistes de solution à ces problèmes. Quelques questions qui furent l'objet de réflexions :

1. Quelles sont les causes fondamentales qui engendrent les conflits violents en Haïti ?
2. Que doit-il se passer pour que nous puissions résoudre les problèmes liés à la faiblesse de l'État de Droit ?
3. Quelles actions pensez-vous que vous personnellement, votre secteur, ou un autre, pourraient mener pour que nous arrivions à avoir une bonne gouvernance, pour combattre la corruption et transformer les structures de violence en Haïti ?

Dans le cadre de ce processus d'analyse, l'identification des causes racines ont eu lieu d'abord en pistes (secteurs) séparés pour ensuite continuer avec la recherche des propositions de solutions dans des échanges multipistes, tous secteurs confondus. Les participants ont répertorié les complexités historiques qui ont façonné de nombreux résultats négatifs dans notre société dont l'absence de contrat social, la discrimination, la corruption, la pauvreté, la mauvaise répartition des richesses pour ne citer que ceux-là.

A un autre niveau, les facilitateurs ont également travaillé à la création de nouveaux liens entre les participants des différents secteurs. L'objectif était de favoriser la transformation de leurs perceptions les uns des autres, les amener à partager sur un pied d'égalité, et s'assurer que la voix de tout un chacun soit entendue. Chercher à leur permettre de travailler et de réfléchir ensemble afin de se voir en tant que « communauté » doté collectivement de toutes sortes de ressources, de connections, de capacité, de savoir-faire, de bonne volonté quelle que soit leur origine sociale.

Une certaine prise de conscience de la responsabilité individuelle dans la participation au problème et de la nécessité d'agir afin d'aboutir à des solutions était aussi recherchée. Tout un chacun est appelé à apporter sa pierre à l'édifice de la reconstruction nationale. Nous avons tous un cercle d'influence et des opportunités d'agir dans notre domaine particulier. Nous pouvons aussi porter main forte les uns aux autres individuellement ou collectivement.

REMERCIEMENTS

Ils sont nombreux ceux et celles qui se sont portés-es volontaires à participer à ces séances d'échanges et de discussion durant ces deux dernières années. Sans la précieuse contribution de ces citoyens-nes engagés-es dans le travail de la construction de la paix et de la transformation des conflits violents tant en Haïti qu'à l'étranger, cette analyse n'aurait pu avoir lieu. Nous avons fait de notre mieux pour remercier tout le monde et nous espérons que nous serons pardonné au cas où il y aurait une omission de notre part.

Pour commencer, nous tenons à remercier les leaders et professionnels ayant pris part aux séances de discussions - Clarens Renois, Edgard Leblanc Fils, Evans Paul, Alix Richard, Guichard Doré, Maryse Penette-Kedar, Liné Balthazar, Jean Michelet Simplicite, Price Cyprien, Gérald Oriol Jr, Jean Philippe Kethel, Louis Gerald Gilles, Max Roudolphe St Albin, Laurent St Cyr, Patrice Dumont, Alain Paret, Amiraclé St Fort, Edouard Baussan, Geoffrey Handal, Tamara G. Barrau, Yves Premice-Bertin, Daniel Jadotte, François Chavenet, Dominique Bazin, Wilhelm Lemke, Maxime D. Charles, Fritz Alphonse Jean, Margareth C. Graham, Anne-Kary Perrault, Liliane Hollant, Caroline Hudicourt, Raymond Lerebours, Charles Tardieu, Rosny Desroches, Jean Rony Morisseau, Régine D. Polynice, Nixon Boumba, Jean Claude Desgranges, Arnold Antonin, Marie-Alice Bélisaire, Carl-Henry Desmornes, Euvonie Georges Auguste (décédée), Kesner Pharel, Etzer Emile, Roselène Germain, Jean Wickens Meroné, Denite Alcide, Wesley Antoine, St Louis Jean Yvens, Ené Val, Junaud Augustin, Marie Raphaëlle Pierre, Ricardo Antoine, Jameson Francisque, Darline François, Wendell Théodore, Winnie Hugot Gabriel, Michel Joseph, Delinma Brisson, Noël Jean Daudice, Saimbert Jean Stross Somerson, Noël Josette, Guerrier Joram, Parinis Marie Mirlande, Antoine Edneron Sanders, Silien Claudy, Durand Pierre Madalie, Michel Steeve, Daréus André, Clersius David, Benjamin Max Grégoire, Normil Ronaldo, Jérôme Clifford, Merveilleux Mirlande, Fermont Carline, Laguerre Ginette, Divert Davidson, St Fort Baniol, Eugène Francia, Joachim Nicholson, L'Ailey Victor Michel, Deland Valmé (décédé).

Les facilitateurs haïtiens qui ont animé les séances de discussions - Louis-Henri Mars, Geneviève Bonny, Lydie Jean-Baptiste, Shee-love Desrosiers, Emmanuela François, Charlotin Richardson, Marie Alice Pierre, Noeymie Hélène Gabriel, Cupidon Jean Dadimy, Sanon Louissaint, Lutès Celestin, Tania Jean Pierre, Patrick Joseph, Joel Normil, Josué Ilerné, Erlande Mathurin, Louis Marjorie Pierre Louis.

Les facilitateurs irlandais qui ont animé les sessions de formation et les séances de discussions avec les participants - Geoffrey Corry, Tom Kitt, Ian White.

Les consultants haïtiens qui nous ont aidé à approfondir les discussions - Kesner Pharel, Fritz Alphonse Jean, Etzer Emile

Les consultants étrangers qui ont partagé leurs expériences avec les membres des groupes :

Irlandais -

Sammy Douglas - ancien membre de l'Assemblée d'Irlande du Nord qui s'est engagé dans de nombreuses initiatives politiques de consolidation de la paix. Ces dernières années, il travaille directement avec des groupes armés.

William Graham - entré dans le journalisme en 1968 et a couvert les débuts du mouvement des droits civiques, les troubles et toutes les négociations menant à l'Accord du Vendredi Saint ainsi que la mise en place d'un gouvernement décentralisé en Irlande du Nord.

Kevin Cooper - photographe de presse avec plus de 30 ans d'expérience. Il a traversé les jours les plus sombres du violent conflit irlandais et a partagé son expérience avec des journalistes du monde entier.

Palestinien et Israélien -

Brahim Salama - militant et dirigeant du Fatah depuis toujours. Il a dû négocier avec le Hamas et l'État israélien. Il est actuellement secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Cela comprend la responsabilité de la sécurité et du maintien de l'ordre.

Amit Leshem - acteur de la société civile israélienne qui s'est engagé dans la consolidation politique de la paix en Israël et entre Israël et la Palestine.

Américain -

Laurie Richardson - pour son support dans le travail de suivi et d'évaluation des activités ainsi que l'encadrement technique offerts aux facilitateurs.

Au staff de LAKOU LAPE - Louis-Henri Mars (Directeur Exécutif), Yrvy Frenel (Coordonnatrice de projet), Joseph Jean Claude (Mobilisateur communautaire) et le support administratif et logistique (Guillaume Jean, Vanessa Paul, Cherley Saint-Ange et Guensly Jean Baptiste).

A l'Union Européenne - qui grâce à son support financier nous a permis de réaliser ce processus d'analyse de conflits.





**IDENTIFICATION DES CAUSES RACINES
ET DES ACTEURS IMPLIQUÉS**



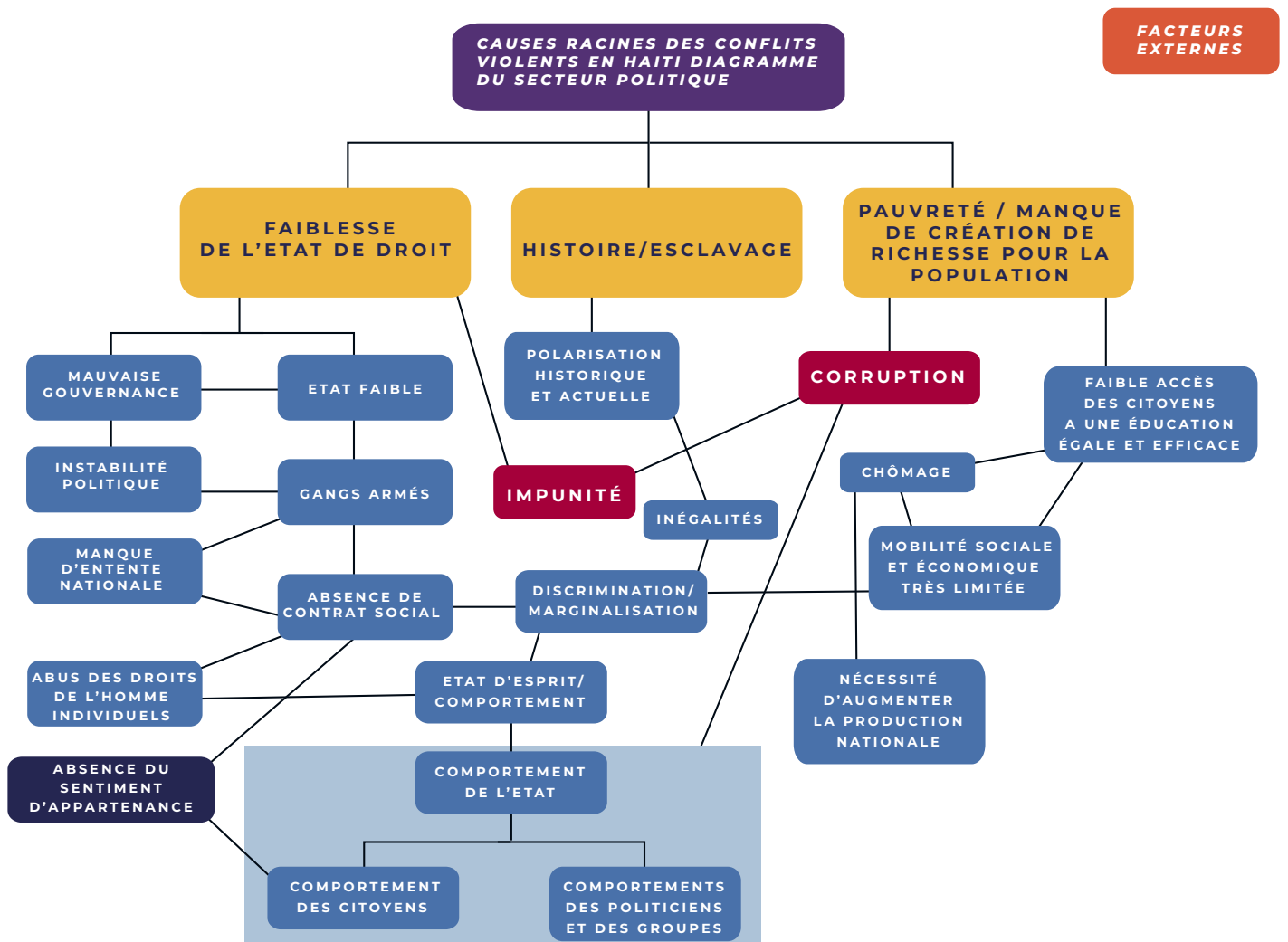
SECTEUR POLITIQUE - FORUM POLITIQUE DE PAIX (FPP)

CAUSES RACINES DES CONFLITS VIOLENTS

« Sans un Contrat Social, nous ne pouvons pas avoir de vision ou de constitution nationale partagées de tous et de toutes ».

Les diagrammes qui vont suivre offrent une représentation graphique des causes profondes convenues des conflits violents en Haïti et de certaines des relations entre elles, bien qu'en réalité elles soient toutes liées d'une manière ou d'une autre. Le diagramme est mieux décrit comme une structure semblable à une toile d'araignée et, attaquer l'une des racines aura inévitablement un impact sur les autres branches de la toile.

ARBRE À CONFLITS



Après de longues délibérations, le FPP a convenu que les trois principales causes racines profondes des conflits violents en Haïti auxquelles toutes les autres branches sont liées sont :

1. FAIBLESSE DE L'ÉTAT DE DROIT
2. HISTOIRE / ESCLAVAGE.
3. PAUVRETÉ ET MANQUE DE GÉNÉRATION DE RICHESSE POUR LA POPULATION.

Certains de ces concepts sont ouverts à différentes interprétations selon les perspectives ou idéologies politiques, sociales et économiques de chacun

Règle de la Loi/État de Droit :

Il apparaît, selon les définitions officielles généralement acceptées, que la primauté du droit soit une composante essentielle d'un État crédible. Certaines définitions reconnues incluent :

1. Le principe du gouvernement par la Loi est que toutes les personnes et institutions y sont soumises et sont responsables que la Loi soit équitablement appliquée.

2. L'autorité et l'influence du droit dans la société.

Le respect de l'État de Droit est accepté comme une responsabilité première de l'État et, alors que certains membres du groupe ont préféré ne pas être considérés comme les citoyens d'un État failli, en déliquescence, comme généralement étiqueté internationalement, le groupe a trouvé un niveau d'acceptation du terme « État faible ».

HISTOIRE / ESCLAVAGE.

Comprendre l'impact total que l'histoire a eu sur le façonnement de la société peut être critique, complexe et ouvert à une interprétation unilatérale. Cependant, l'esclavage semble être un phénomène beaucoup plus facile à comprendre. Selon certaines définitions officielles de l'esclavage, les esclaves sont des personnes considérées comme des biens meubles.. La définition de l'impact de l'esclavage sur Haïti est plus complexe et on peut affirmer que l'esclavage a laissé en héritage une société civile faible, un déficit de leadership, des compétitions pour le pouvoir, le racisme et l'asservissement de la masse par des élites.

Bien que certains membres de la communauté mondiale et de la communauté nationale haïtienne subissent la discrimination qui accompagne le racisme enraciné dans l'esclavage, d'autres cherchent encore à lui trouver une justification.

PAUVRETÉ/MANQUE DE GÉNÉRATION DE RICHESSE POUR LA POPULATION.

Alors que les termes tels que « élite politique », « élite des affaires » et « élite universitaire » sont utilisés pour décrire certains groupes minoritaires et influents en Haïti, la grande majorité de la population vit officiellement dans la pauvreté. Haïti est souvent décrit à l'échelle internationale comme le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental , ce qui restreint la

crédibilité dont il peut disposer sur la scène mondiale. Le FPP a tenu à souligner que la pauvreté est l'une des lignes de démarcation les plus claires en Haïti séparant les « nantis » des « démunis ». La richesse monétaire tend à indiquer le niveau de pouvoir que vous détenez dans la société et votre capacité à changer la qualité de votre vie personnelle.

La pauvreté empêche à tous les citoyens d'avoir un accès égal à une éducation de qualité. Elle entrave le développement d'un leadership éclairé dans tous les secteurs. Une nouvelle génération de dirigeants sera nécessaire pour surmonter les nombreux défis auxquels Haïti fait face. Une formation efficace en leadership inclusif devrait être faire partie du curriculum scolaire avec un accent sur l'accès pour tous à une éducation de qualité.

En tant que pays avec un pourcentage aussi élevé de ses citoyens vivant dans la pauvreté, la vie est très compétitive à tous les niveaux, l'offre de ressources étant souvent une source de tension entre familles et entre communautés. La forte relation de concurrence pour de maigres ressources qui existe souvent entre les Haïtiens entrave le développement d'une approche plus communautaire pour résoudre les problèmes d'Haïti.

Ceux qui vivent dans la pauvreté en Haïti se voient souvent refuser les droits les plus élémentaires, y compris la nourriture et le logement, l'accès à l'emploi et aux services et opportunités de santé. Ceci résulte en une faible mobilité sociale et économique.

La faible mobilité sociale et économique a piégé de nombreux Haïtiens dans la pauvreté et comme ils ne voient aucun moyen de s'en sortir, la frustration et le désespoir s'installent souvent, car changer de mode de vie devient apparemment impossible. Ce type de désespoir peut créer un environnement propice à l'escalade des tensions menant à des violences à part entière, les gens ayant le sentiment qu'ils n'ont plus rien à perdre. Certains se lancent dans le gangstérisme et rejoignent des groupes armés. Ces derniers ont généralement, mais pas exclusivement, dans leurs rangs des gens au chômage, à faibles revenus, à faible niveau d'éducation, vivant des situations d'exclusion et de discrimination. Ils pourraient être décrits comme certains des membres les plus vulnérables de la société. Cette vulnérabilité les expose à l'exploitation par des élites politiques et économiques qui ont leurs propres intérêts, liés à la sécurisation ou au renforcement de leur pouvoir dans la société. Les groupes armés exploitent les disparités économiques et utilisent les opportunités qui accompagnent une gouvernance faible de l'Etat auquel ils se substituent en prenant le contrôle de la Loi et de l'Ordre dans les communautés où ils évoluent.

En fonction de leur rapport avec pouvoir, du manque d'accès et de respect de la justice, de nombreux gangs armés opèrent avec une certaine impunité. L'existence même de gangs armés en si grand nombre est un message clair qu'il y a un problème de gouvernance au sein de l'État. Le FPP, tout en reconnaissant la formation et la présence de groupes tels que le G9, n'est pas parvenu à un accord clair quant à savoir si dialoguer avec ces acteurs, peut les aider à mieux comprendre le phénomène des gangs de leur point de vue ou leur confère une légitimité qui pourrait être destructrice.

Le FPP a convenu que la responsabilité de lutter contre la croissance des gangs armés incombe à l'État et que le fait de ne pas garantir la sécurité de sa population est un acte d'accusation contre lui. Dans un contexte où le pouvoir fait preuve d'une faible gouvernance et ne peut assurer la sécurité des citoyens, comment peut-il espérer assurer efficacement d'autres droits humains fondamentaux qui deviennent, au mieux, des préoccupations ou des intérêts périphériques.

IDENTITÉ HAÏTIENNE ET SENTIMENT D'APPARTENANCE - LA NÉCESSITÉ D'UNE VISION COMMUNE.

Les questions d'appartenance, de fierté et d'identité ont imprégnées les conversations du FPP. La force de l'identité haïtienne parmi les citoyens n'était pas tout à fait vue de la même manière au sein du groupe. Certains membres ont exprimé l'opinion que les Haïtiens sont extrêmement fiers de leur identité nationale, alors que, aux yeux d'autres membres, cette fierté s'est affaiblie en raison de la dévalorisation continue et constante de notre image, et du mauvais service rendu à la population par les personnes au pouvoir.

Cette question de l'identité haïtienne faible/forte a été perçue comme une conséquence directe de l'absence d'un Contrat Social et de l'absence d'un Accord National. Indépendamment de l'identité partagée des Haïtiens, il a été estimé qu'ils devraient être égaux aux yeux de l'État et devraient vivre ensemble selon des règles convenues. Ces règles doivent devenir partie intégrante de l'identité commune haïtienne. La confiance dans les règles et la certitude de leur respect par l'État sont essentielles à l'efficacité de toute forme de démocratie. Actuellement, les règles (La Constitution) ne sont pas bien servies par un État de Droit inéquitable ce qui peut être le résultat à une gouvernance faible.

Ils ont mis l'accent sur l'absence d'un contrat social : « Le contrat social est un concept global et peut être défini comme la qualité du service fourni par l'État à ses citoyens ou se réfère au moins à la relation entre l'État et ses citoyens. » Selon le groupe, ce contrat social aurait un impact sur nos comportements politiques et sociaux, en particulier en ce qui concerne les inégalités sociales et la discrimination, qu'ils ont également liées à la façon dont nous, en tant que société, continuons à lutter avec notre passé, en particulier avec notre héritage colonial.

« Un contrat social corrigera les inégalités sociales et engendra également des relations plus humaines basées sur des changements de comportement liées à une politique éthique et à l'utilisation du pouvoir »

La diaspora a également un rôle important à jouer dans la projection des caractéristiques positives de l'identité haïtienne vers l'extérieur. Cependant certains membres du FPP pensent que la prochaine génération de la diaspora sera probablement la dernière sur laquelle nous pourrions compter pour s'engager activement dans les affaires du pays. La diaspora semble devenir moins fiable et plus distante.

La faible gouvernance, en plus d'être une cause et un effet d'un État mal administré, est considérée, par le FPP, être partiellement un héritage de l'esclavage et des circonstances dans lesquels l'État a pris naissance. Les gouvernements qui servent pauvrement leurs populations sont, au moins en partie, tributaires de l'histoire de leurs ascendants. L'histoire politique haïtienne démontre qu'en tant que nation, les Haïtiens rencontrent des difficultés à gérer le pouvoir et qu'il est courant que les présidents soient souvent violemment renversés ou démis de leurs fonctions plutôt que remplacés à la suite d'un processus d'élections démocratiques.

D'un point de vue international, même les pays des Caraïbes sont découragés de faire des affaires avec Haïti en raison de ce qu'ils perçoivent comme des risques causés par la mauvaise gouvernance et l'absence d'État de Droit . Le FPP a également convenu que si Haïti ne parvenait pas à mettre de l'ordre dans sa gouvernance, d'autres intérêts internationaux n'auraient pas besoin de beaucoup d'encouragement pour intervenir et attaquer notre souveraineté.

L'instabilité politique historique et récurrente en Haïti fournit une toile de fond à la polarisation politique qui défie les dirigeants politiques haïtiens aujourd'hui. Les relations entre partis politiques semblent figées depuis les dernières tentatives de dialogue en décembre 2019.

En discutant de la relation entre la société civile et la politique, certains membres du FPP ont cité l'absence de la société civile dans les processus de négociation de ces dernières années comme une cause de leur échec. La polarisation politique n'est pas un phénomène nouveau dans les conflits sociaux dans le monde et en Haïti en particulier. L'histoire du leadership d'Haïti démontre une approche gagnant-perdant pour détenir/s'emparer du pouvoir et peu de considération réelle pour les règles. Les dirigeants politiques tout au long des processus de paix ont souvent une position tranchée, ce qui rend difficile l'avancée des discussions. Le FPP a clairement déclaré que seul un processus qui inclut tous les intérêts et toutes les couches de la société haïtienne sera en mesure d'assurer la stabilité dont Haïti a besoin afin de prévenir d'autres conflits violents.

La corruption est un facteur important qui inhibe toute augmentation de la production nationale et perpétue un chômage élevé ainsi que des niveaux de tension perpétuelle et croissante entre les nantis et les démunis.

Des programmes gouvernementaux pluriannuels convenus qui chevauchent différents mandats présidentiels aideraient à façonner le développement à long terme d'Haïti et le laisserait moins exposé aux intérêts personnels et à la corruption.

FACTEURS EXTERNES

« La communauté internationale semble ne pas comprendre la nature interconnectée des dynamiques sociales, culturelles et politiques en Haïti. Par exemple, la corruption est un gros problème mais il est trop simple d'attribuer la violence sociale uniquement à la corruption sans tenir compte de l'absence de vision commune.

A la suite des réflexions faites sur les causes racines des conflits, les membres des différents groupes ont examinés les acteurs qui y sont impliqués ainsi que leur degré d'influence.

LES ACTEURS IDENTIFIÉS ET CONSIDÉRÉS COMME ÉTANT LES :

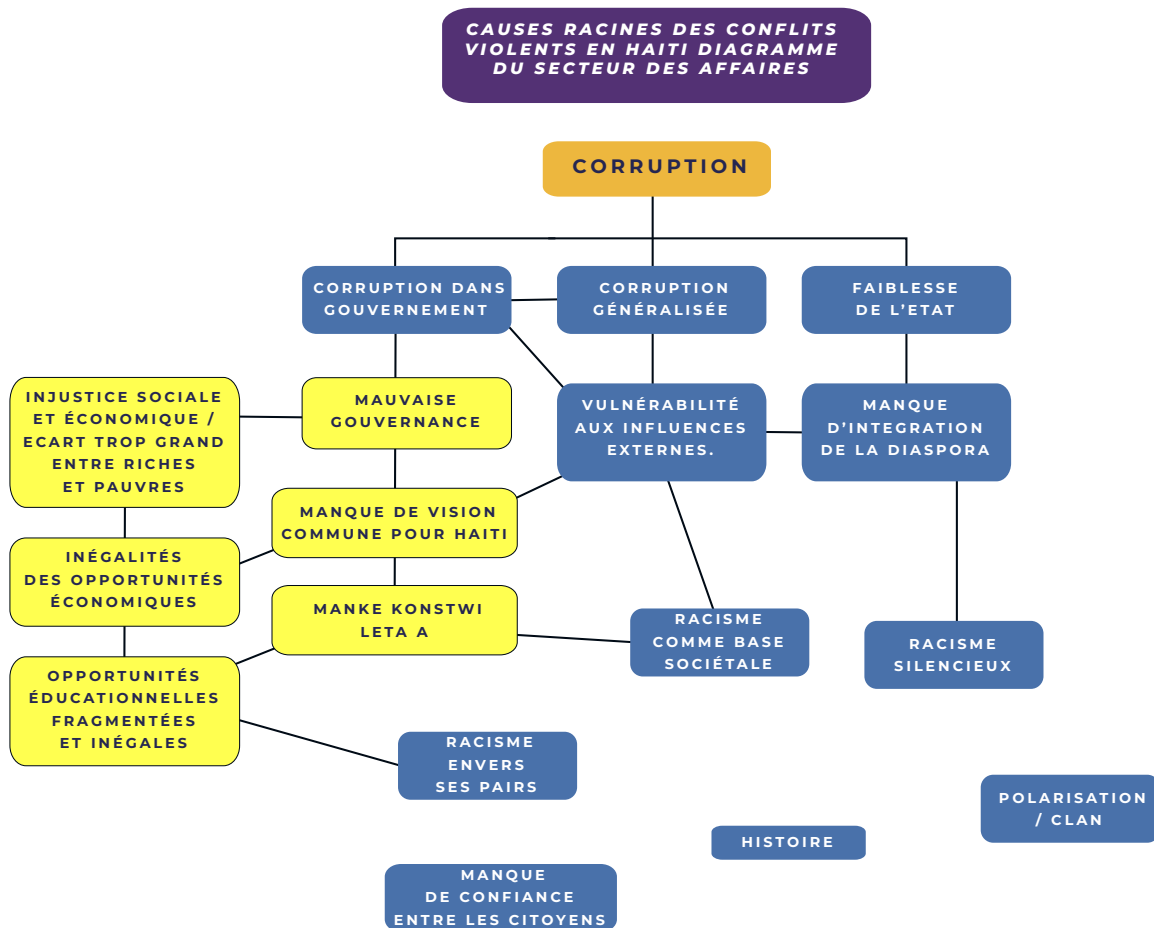
PLUS INFLUENTS	INFLUENTS	MOINS INFLUENTS
Le Pouvoir Exécutif	Pouvoir Législatif	Police Nationale d'Haïti (PNH)
Institutions Financières Internationales	L'Institution Electorale	Masses Urbaines
Puissances Internationales	Partis politiques	Pouvoir Judiciaire
Forces Economiques	La Presse	Les Eglises
	Secteur Musical	

Rappel : Les solutions proposées aux problèmes identifiés ont été discutés en groupes multipistes et sont présentés dans la section « Propositions de solutions »

LE SECTEUR PRIVÉ DES AFFAIRES

“Qui a l'autorité morale pour s'attaquer à ce problème de corruption ? - Tout le monde graisse la roue - Par qui commence le changement ?”

ARBRE À CONFLITS



CORRUPTION

La corruption est considérée par le groupe du Secteur Privé des Affaires comme la cause profonde la plus importante des conflits violents en Haïti et comprend à la fois la corruption gouvernementale et non gouvernementale.

La corruption est perçue par de nombreux Haïtiens comme étant motivée par la cupidité de certains membres des élites commerciales et politiques les plus riches et les plus puissantes. En lien avec cela, le « Besoin » est une source de motivation de cette corruption pour les familles défavorisées.

Quelques définitions de la corruption :

1. comportement malhonnête ou frauduleux, impliquant généralement des pots-de-vin.
2. l'action ou l'effet de rendre quelqu'un ou quelque chose moralement dépravé.

3. le processus de décomposition (dégradation sociétale) ; putréfaction.

La corruption est un phénomène impliquant de nombreux éléments différents et il est donc difficile d'en donner une définition précise et complète. Cependant, au cœur de la plupart des définitions de la corruption se trouve l'idée qu'un acte de corruption implique l'abus d'un pouvoir à des fins personnelles. Les exemples classiques incluent les pots-de-vin, la sous ou surfacturation et le détournement de fonds. D'autres exemples de corruption, souvent plus subtils – et parfois même légaux – incluent le lobbying, le clientélisme.

Il y avait un sentiment général dans le groupe que la corruption était devenue presque partie de la culture haïtienne et définitivement une partie intégrante de la façon dont l'État et les citoyens d'Haïti se comportent et font des affaires. C'est un phénomène qui est non seulement contagieux mais qui existe à tous les niveaux de la société et dans tous les secteurs. « À moins que vous ne démontriez une acceptation tacite d'un certain niveau ou d'une certaine forme de corruption, il n'est pas rare que d'autres se méfient de vous ».

À moins que vous ne démontriez une acceptation tacite d'un certain niveau ou d'une certaine forme de corruption, il n'est pas rare que d'autres se méfient de vous.

L'impact de la corruption sur les jeunes est extrêmement négatif et favorise un sentiment de désespoir car ils voient très peu d'opportunités d'améliorer leurs conditions sociales et économiques. Ils ont peu d'intérêt à essayer de changer les choses car ils sentent qu'ils ont peu d'espoir de réussir. Chez de nombreux jeunes, il y a de la frustration, de la colère et un sentiment de vulnérabilité.

UN HISTORIQUE DE CORRUPTION GOUVERNEMENTALE.

Les personnes élues aux postes de responsabilité doivent activement décourager la corruption et les dirigeants doivent servir de modèles.

On peut affirmer qu'Haïti a été touché par la corruption depuis sa fondation coloniale et postcoloniale, à commencer par la dette écrasante de l'indépendance imposée par la France. Alors que payer pour l'indépendance faisait partie d'une imposition négociée, c'est aussi une cause principale de conflits violents car cela a exercé une influence majeure sur la culture, les structures de pouvoir et de l'État de Droit. Les dommages collatéraux de la création d'un État avec une telle dette ont entraîné une vulnérabilité qui a exposé Haïti à des abus continus de la part des puissances internationales.

La corruption est un héritage qui peut avoir été imposé par l'étranger mais qui a été affinée et mise en œuvre par la société nationale locale. Des événements plus récents, dont l'expérience des fonds Petro caribe, démontrent que la corruption est bien vivante aujourd'hui.

De nombreux individus et institutions de l'État sont corrompus et utilisent leur pouvoir de manière inconstitutionnelle et exploitent les opportunités pour faire avancer leurs propres intérêts personnels. Cette corruption se manifeste sous de nombreuses formes, des policiers émettant et acceptant des amendes informelles, des jugements rendus par un juge influencés par des pots-de-vin etc....

Le gouvernement ne parvient pas à maintenir l'État de Droit et à se tenir lui-même ainsi que les citoyens responsables de lutter contre la corruption. La Constitution prévoit l'État de Droit mais, ce concept n'est pas mis en œuvre, ce qui permet l'impunité face aux poursuites.

CORRUPTION NON GOUVERNEMENTALE

Le groupe du Secteur Privé des Affaires est conscient de la nécessité de lutter contre la corruption. Tout en reconnaissant ses racines historiques, celle-ci a atteint un stade intolérable et a déchiré le tissu politique et social du pays à un point tel

qu'il risque de basculer dans un chaos total. Une nouvelle génération de dirigeants devrait être soutenue pour briser ce cycle qui continue d'éroder notre économie. Certains hommes d'affaires sont coupables d'avoir recours à la violence ou à des pots-de-vin pour s'assurer d'opportunités commerciales et de leur réussite financière sous le regard parfois complice des uns et des autres car les tentacules de la corruption s'étendent à tous les secteurs de la société. Le secteur privé est contraint d'utiliser la corruption pour "graisser la roue" du système.

Ce ne sont pas seulement le secteur privé et le gouvernement qui doivent être tenus responsables de la pratique qui a contribué à l'émergence d'une culture de la corruption. Dans la plupart des sociétés où existe une société civile organisée et dynamique, les organisations de la société civile donnent une voix au public et défendent généralement l'État de Droit. En Haïti, cependant, la société civile est faible et même certaines organisations de la société civile bénéficient des pratiques de corruption. Même après 1986 lorsque la société civile et les médias ont mené une campagne anti-corruption, la corruption a augmenté.

L'absence persistante d'application de l'État de Droit et les pratiques de corruption généralisées ont eu un impact négatif sur la réputation internationale du pays et soulignent son statut d'État défaillant.

PAUVRETÉ ET MANQUE DE CRÉATION DE RICHESSE

La pauvreté et les faibles revenus encouragent une culture de corruption à tous les niveaux de la société haïtienne. Même certains agents chargés de l'application des lois (PNH) et d'autres responsables gouvernementaux sont ouverts à accepter des pots-de-vin pour compléter leurs revenus faibles et peu fiables.

Il y a un sentiment de désespoir parmi bon nombre des personnes les plus pauvres d'Haïti et un sentiment d'accès inégal à la richesse et de peu d'opportunités d'améliorer leur qualité de vie. Cela conduit souvent à un sentiment de « rien à perdre » et de « si tout le monde le fait », ce qui rend la corruption attrayante et presque légitime de leur point de vue.

UN HISTORIQUE D'INÉGALITÉS

L'inégalité ainsi que la corruption sont une caractéristique de la société haïtienne depuis la fondation de l'État et constituent un autre héritage de l'esclavage. L'inégalité et les privilèges, comme la corruption, imprègnent tous les aspects de la vie haïtienne et entravent la possibilité de générer de la richesse, la possibilité d'accéder aux services de santé et d'éducation, la capacité égale d'être représenté et protégé par l'État, l'égalité des chances à l'emploi. Si les gens n'ont pas l'espoir que l'inégalité puisse être résolue, alors une option est la corruption et cela peut être, ou du moins sembler être, l'option la plus simple.

INÉGALITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE ET MOBILITÉ SOCIALE RESTREINTE

Une grande partie du conflit violent vécu en Haïti se déroule au sein et entre des communautés peu scolarisées, à faible potentiel de génération de revenus et qui souffrent généralement le plus du déficit d'accès à la justice et à l'État de Droit. Les familles et les communautés plus riches ou d'élite peuvent se permettre d'engager des agents de sécurité privés et de payer des avocats pour accéder à la justice en leur nom. L'inégalité en Haïti a continuellement exacerbé le clivage entre ceux qui « ont » et ceux qui « n'ont pas », laissant une très petite classe moyenne sans voix. La concurrence pour les ressources au niveau communautaire et le manque de mobilité socio-économique ont encouragé une perception selon laquelle pour avoir de la richesse, il faut être corrompu d'une manière ou d'une autre.

MANQUE DE COHÉSION ET DE VISION COMMUNE

Les communautés et les groupes sectoriels en Haïti sont disparates en raison d'un historique de préjugé et de discrimina-

tion. Bon nombre de ces citoyens ne reçoivent aucun soutien et ont peu de possibilités d'atteindre un niveau de sécurité économique ou physique, de mobilité sociale ou de véritable représentation politique. Alors que la plupart des citoyens sont fiers de s'identifier comme Haïtiens et peuvent même partager les mêmes désirs pour le pays, il n'y a pas de vision commune car il y a peu de possibilités/d'initiatives pour qu'ils s'engagent de manière significative dans le développement de cette vision commune.

Les déficits de cohésion sociale sont alimentés par un cloaque de méfiance. Toutes les communautés et tous les secteurs en Haïti se perçoivent comme ayant été trahis par d'autres groupes d'acteurs, provoquant le manque de confiance entre eux. Cette situation semble être aggravée par des représentants politiques peu performants qui ne conservent pas la confiance de leurs électeurs et ne s'engagent pas dans des actions et des interactions significatives de construction de la nation. La polarisation politique, qui pourrait être considérée comme le principal obstacle à l'établissement de la confiance entre ses divers intérêts et parties prenantes, inhibe et paralyse le progrès, l'unité sociale, économique et politique.

En l'absence d'intervention gouvernementale, il incombe à l'élite politique, économique et universitaire d'agir comme catalyseur du changement et du développement d'une vision commune pour Haïti. Cependant, il y a eu une abdication générale de responsabilité à tous les niveaux et pas seulement parmi les élites.

ACTEURS ET CONSTRUCTION DE L'ETAT - LA CONSTITUTION

Sans une vision commune largement partagée pour Haïti, il est difficile de voir quel changement constitutionnel pourrait aider à construire un État qui traite tous ses citoyens de manière égale. Le fait que la Constitution semble être ignorée par les membres du gouvernement et d'autres élites a conduit à un discrédit ou à une ignorance généralisée des règles de cette dernière. Il apparaît qu'aucun secteur n'a la capacité de jouer entièrement selon les règles de la Constitution, ce qui témoigne également de l'absence de mise en œuvre de l'État de Droit. Une Constitution doit contenir un esprit et des valeurs et soutenir les convictions des citoyens en termes de faire ce qui est bien et non ce qui est mal. La Constitution est importante mais il est nécessaire d'inculquer un état d'esprit qui vous encourage à respecter ses règles.

RACISME

Il existe de nombreux éléments toxiques en Haïti dont les racines de la violence se nourrissent. Le racisme dans toutes ses manifestations, qu'il soit silencieux, structurel ou envers ses pairs alimente la discrimination et contribue à l'inégalité et aux privilèges.

LES ACTEURS IDENTIFIÉS COMME LES PLUS INFLUENTS

PLUS INFLUENTS	INFLUENTS	MOINS INFLUENTS
<p>Communauté internationale</p> <p>Présidence</p> <p>Société civile</p> <p>Gangs Armés</p> <p>Parlement</p>	<p>Acteurs économiques (secteur privé formel, informel, autres acteurs économiques)</p> <p>Douane</p> <p>Ministère de l'Éducation</p> <p>Ministère de la Planification</p> <p>Ministère de la Justice</p> <p>Diaspora</p> <p>Les églises</p> <p>Médias</p>	<p>ONG</p> <p>Ministère de la Justice</p> <p>PNH</p>

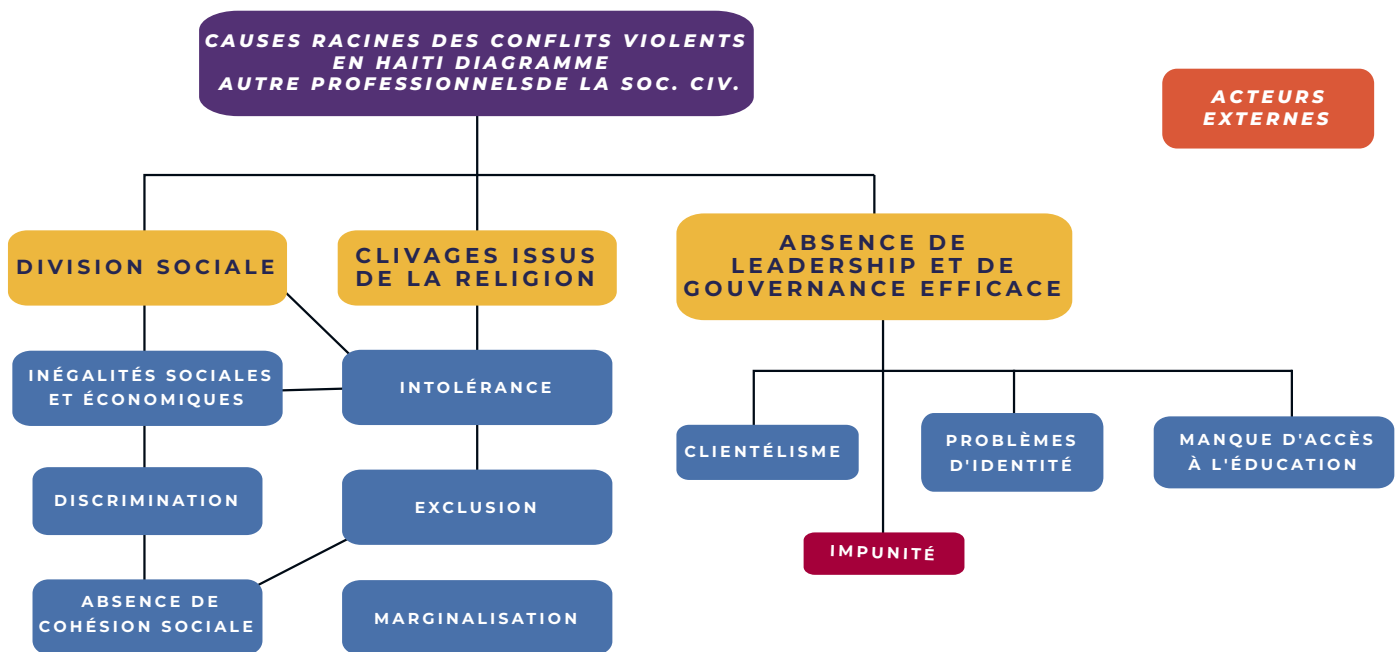


AUTRES PROFESSIONNELS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

« On parle beaucoup de politique en oubliant de parler du pays. »

CERTAINES RACINES DES CONFLITS VIOLENTS

ARBRE À CONFLITS



Un des thèmes touchés par les membres de ce groupe fut la question de l'impunité. Ses conséquences sont :

- Système judiciaire inopérant
- Injustice à tous les niveaux
- Mort à petit feu du système démocratique
- Instauration d'un système autocratique et de la dictature dans le pays.

Un autre des thèmes abordés fut celui de l'Inadaptation du système éducatif de base et le déficit d'Education Citoyenne et de Transmission des Valeurs. Ses conséquences sont :

- L'Etat ne joue pas son rôle de régulateur du système pour réduire le grand écart qui existe entre les écoles du secteur privé et les écoles du secteur public. Il y a donc une primauté du secteur privé sur le secteur public.
- A la base, le travail qui doit être fait dans le système éducatif ne se fait pas. Les critères de base pour définir

ce qui doit être fait n'ont pas été préalablement définis

- Il n'y a pas d'investissement public dans le secteur de l'éducation, qui est un secteur clé de la société.
- Beaucoup de parents investissent leur argent dans les universités étrangères et spécialement en République Dominicaine, pour garantir une bonne formation à leurs enfants, ce qui cause également un problème car ces jeunes ne sont pas formés pour servir Haïti.
- Le système éducatif Haïtien n'arrive pas à répondre aux besoins du pays. Il ne s'inscrit pas dans une idéologie, un plan, un projet de société.
- Un problème de génération : ceux qui sont plus âgés et sont là depuis longtemps refusent de faire de la place aux jeunes et même d'accepter ce que ces derniers proposent comme piste de sortie de crise.

La société civile a beaucoup parlé des éléments qui créent des divisions dans notre société comme l'école et l'éducation, les préjugés d'origine, de classe, de couleur, ainsi que la religion. « Haïti est le seul pays où l'on vend la misère, ils ont besoin de la pauvreté pour vendre » a eu à dire un participant. Cette idée d'une « économie de pauvreté » favorise une petite minorité et leur permet d'exploiter beaucoup de gens sans conséquences et en toute impunité.

Ils ont aussi mis l'accent sur le fait que nous avons construit, dès l'Indépendance un état et non pas une nation. Ceci veut dire que nous n'avons pas assuré une cohérence sociale ni garanti le contrat social qui aurait créé les conditions pour plus de collaboration et d'harmonie dans l'avancement de notre nation. C'est ce qui alimente et aggrave les divisions sociales qui permettent qu'une minorité se considère supérieure à une grande majorité de notre population.

Ils ont évoqué cette frustration collective dans le secteur avec la pratique du « jeu du blâme » ou le manque de responsabilité que nous montrons en tant que société en disant des choses comme « Nous avons fait de notre mieux. Ce n'est pas de notre faute ». La société civile doit être plus inclusive et s'évaluer pour voir ce qu'elle a fait et comprendre ce qu'elle peut apprendre de leurs expériences collectives. Cela permettra des dialogues plus constructifs qui pourront plus facilement générer des solutions stratégiques et réalisables.

RÉFLEXIONS DES PARTICIPANTS

« Nous ne devons pas nous presser et adopter des solutions de réparation partielles, nous devons travailler intelligemment pour avoir une solution globale avec une volonté politique collective. »

« Chaque groupe de la Société Civile a tendance à dire, « j'ai fait de mon mieux, j'ai fait ce qu'il faut, je ne suis pas responsable », mais le résultat est évident pour tous, ça va mal dans le pays, et il y a urgence de faire le nécessaire. »

« Le système éducatif Haïtien n'arrive pas à répondre aux besoins du pays. Il ne s'inscrit pas dans une idéologie, un plan, un projet de société. »

Voir comment établir une passerelle de communication entre les différents secteurs pour qu'ils essaient de se parler entre eux et de s'écouter.

Le corona virus, la rareté de carburant, la vie chère, les embouteillages, le stress constant, tout ceci pousse les gens à bout et ce sont les signes d'un problème plus profond dans notre société. Nous ne pouvons pas attendre. Nous devons trouver une solution non seulement rapidement, mais bien réfléchi en incluant tout le monde

Il faut mettre en branle une triple modernisation : Economique, c'est-à-dire créer des richesses ; Politique, c'est-à-dire avoir une démocratie de tolérance et de bonne gouvernance ; Sociale, c'est-à-dire avoir des normes d'équilibre sociale et changer cette mentalité d'économie d'inégalité.

Nous avons trois grands problèmes : La pauvreté de masse, le chaos politique et les catastrophes naturelles. Nous devons démystifier tous ces problèmes, réfléchir et proposer des pistes de sortie de crise.

La « pensée magique » doit être suivie d'actions concrètes

La situation internationale est très grave et nous sommes limités dans le temps pour trouver, adopter et mettre en œuvre des solutions.

Facteurs historiques : il y a eu une révolution pour libérer le pays de l'esclavage et ceux qui se sont battus pour notre indépendance ont été relégués dans la paysannerie qui est restée pauvre et les chefs se sont partagé le grand butin, les grandes positions et ont commencé la corruption. Nous avons donc un pays avec plus de deux cents ans de leadership corrompu.

La paysannerie qui est le cœur du pays a été exclue et appauvrie et est de nos jours chassée de la campagne, et vient bidonvilliser les grandes villes du pays. C'est une « lumpen-prolétarisation » générale des villes et ces personnes ne sont pas incluses dans la production locale / la vie locale. A chaque fois qu'il y a des groupes progressistes qui essaient de se mettre au-devant de la scène, ils sont exclus, éliminés.

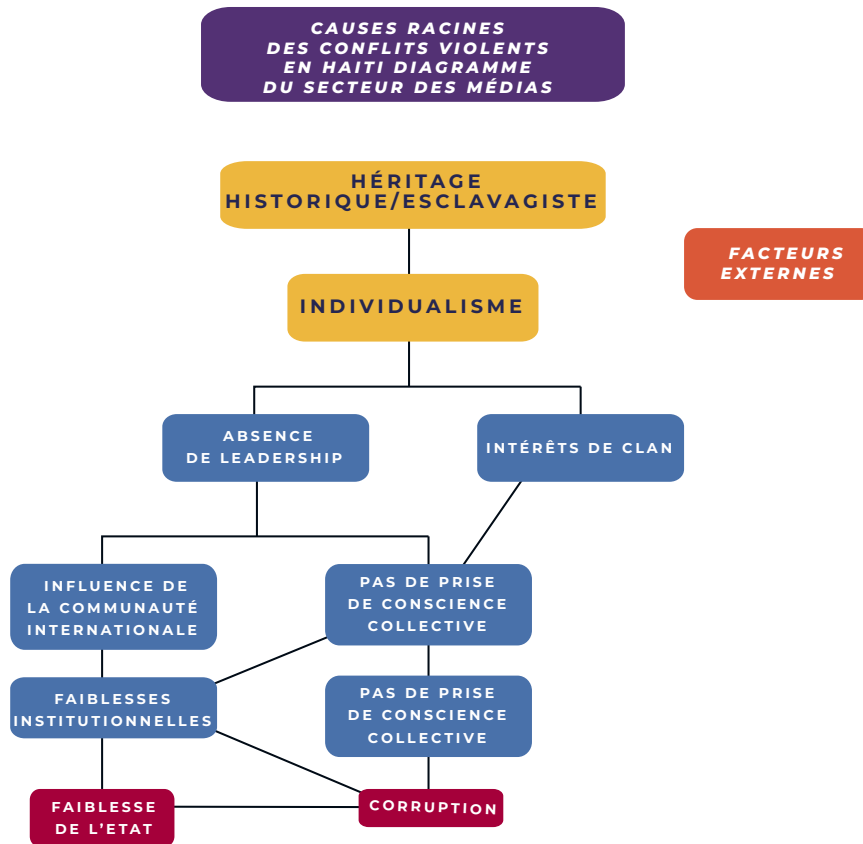
LES ACTEURS IDENTIFIÉS COMME ÉTANT LES

PLUS INFLUENTS	INFLUENTS	MOINS INFLUENTS
Communauté internationale Pouvoir Exécutif Secteur religieux Associations patronales Secteur privé des affaires	Secteur Politique Legislatif Judiciaire Mouvement féministe ONGI Diaspora	Media Universités Ministere de l'Éducation ONG locale Paysannerie



LE SECTEUR DES MÉDIAS

ARBRE À CONFLITS



Les intervenants membres du secteur médias ont continuellement évoqué le manque de vision collective pour Haïti mais ils ont particulièrement mis l'accent sur l'individualisme comme cause profonde de la violence. Le contexte est tel que les voisins et les membres de la communauté ne se font pas confiance, ils ne font pas confiance à l'État, à leurs employeurs et ils ne font pas confiance à la presse pour leur dire la vérité. Cela provoque une mentalité « Chen manje chen » où chacun n'est intéressé qu'à se servir et à servir son clan en faisant les choses qui lui sont le plus favorables.

« Je prends l'engagement de vivre dans mon pays et je prends l'engagement de ne plus écouter les nouvelles, parce qu'elles provoquent trop de douleur, de tristesse, de haine, les choses viennent trop en cascade, il y a trop d'horreur. »
Membre du Secteur des Médias

Le groupe des médias voit dans ce manque vision collective un lien de causalité avec la division sociale telle que nous la vivons aujourd'hui et au temps de l'indépendance. Un participant a expliqué que « La société a mal démarré, elle n'avait pas de sens du bien commun et du service des autres. » Après tant de décennies où les écarts économique et sociaux s'élargissent systématiquement et aggravent les conditions de vie difficiles d'une majorité de notre population, nous assistons inévitablement à une augmentation du phénomène de fuite des cerveaux. En conséquence, nous voyons plus de personnes incompetentes à la tête de nos institutions publiques prendre des décisions cruciales qui ont parfois des impacts négatifs pendant des années. « Il y a une absence de bons citoyens conduisant les rênes de la chose publique. »

LES CAUSES PROFONDES DES CONFLITS VIOLENTS EN HAÏTI

- Division au sein des héros de l'indépendance
- La Mauvaise gouvernance
- Absence de leadership
- Manque de conscience collective
- Corruption
- Influence de la communauté internationale
- Absence d'élites intellectuelles et économiques éclairées
- Système éducatif inadapté à la réalité du pays
- Haïti terre de transit pour certains
- Blocages - identités culturels multiples non acceptés

QUELQUES RÉFLEXIONS DES PARTICIPANTS

« Il s'agit d'une absence de leadership : quand un cimetière n'a pas de baron les morts sont en liberté. Quand un pays a un problème de leadership dans ce cas le peuple est livré à lui-même ».

« Nous avons aussi un problème d'intérêt, nous avons beaucoup d'espace pouvant produire mais qui en sont les principaux détenteurs ? Il y a toujours un groupe d'individu détenteurs de la majorité des richesses du pays. »

« Il y a une différence fondamentale entre un manipulateur et un leader. Un manipulateur mobilise les ressources, la communauté pour son intérêt propre alors que le leader lutte pour les intérêts collectifs de la nation. »

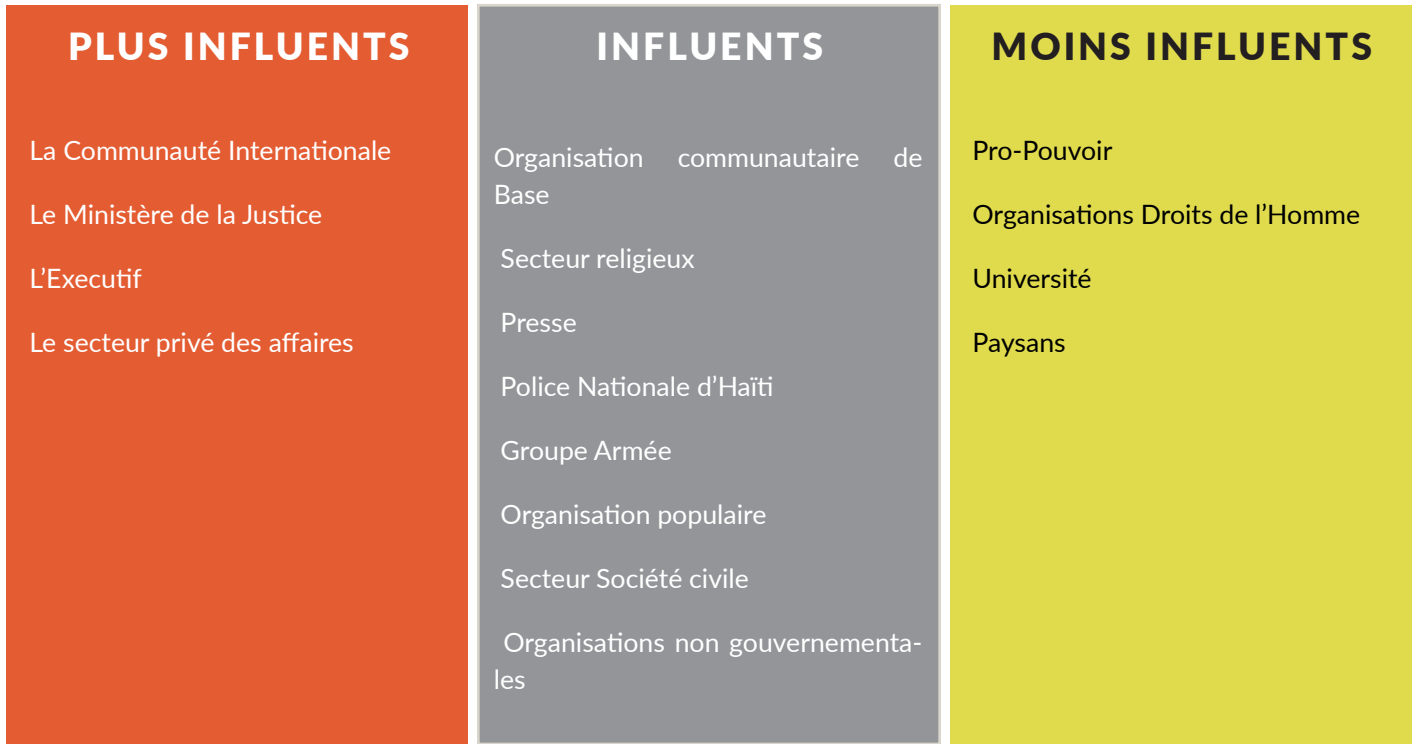
« Nous manquons de solidarité avec un problème de racisme aigue. Nous ne voulons pas emprunter le chemin du dialogue et nous pensons que le bien-être individuel ne dépend pas du bien-être collectif. »

« Il y a des journalistes qui font passer leurs opinions pour des faits, et il y en a d'autres qui ont une ligne éditoriale qui sort à partir de ce qu'ils voient. La question qui me préoccupe en ce moment, est- ce- que nos médias se rendent compte du niveau d'impact que leurs interventions ont sur la communauté ? »

« La cause la plus profonde des conflits violents dans ce pays est l'absence de l'autorité, l'état ne fournit pas de service à son peuple. La vie des gens ne vaut rien et cette question d'impunité ronge notre société ».

« Les causes profondes de notre conflit résident dans un problème de mauvaise gestion et du mauvais fonctionnement de nos institutions. Il faut une conscience collective pour prendre du recul et vraiment nous situer par rapport à ces conflits »

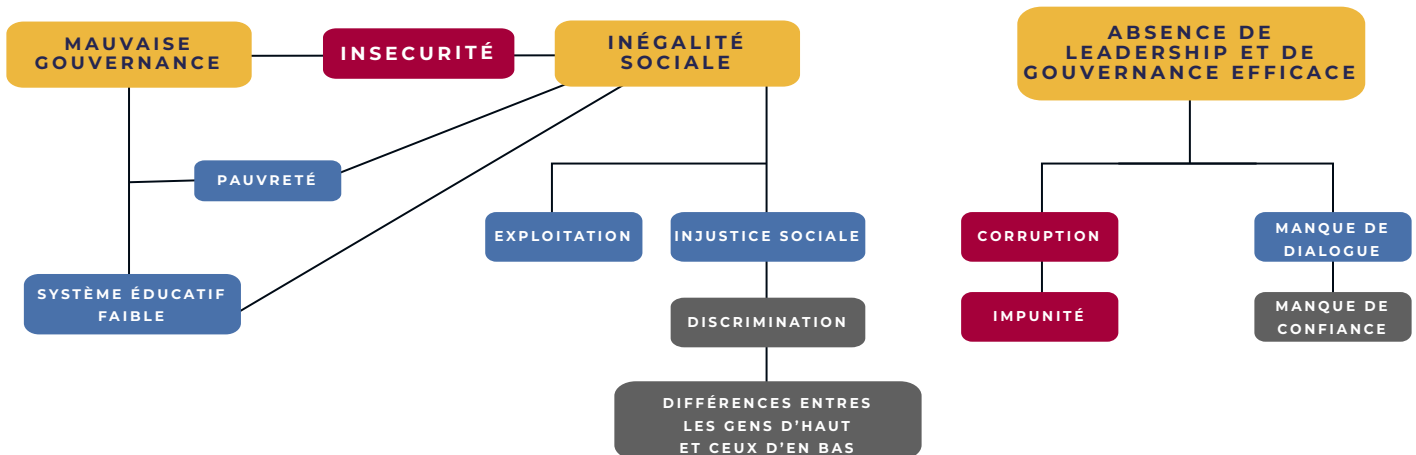
LES ACTEURS IDENTIFIÉS COMME ÉTANT LES



LES LEADERS COMMUNAUTAIRES

« Ceux qui vivent dans la pauvreté se sentent seuls, sans voix politique. Cela conduit certains à se faire justice eux-mêmes. Là où il n'y a aucune possibilité de justice et où l'impunité prévaut, certains acteurs armés pensent que la vengeance est un bon substitut et la ressentent comme une forme de justice. »

LES CAUSES RACINES DES CONFLITS VIOLENTS



Les leaders communautaires côtoient de plus près la pauvreté et ses impacts et ont ainsi pu exprimer clairement la complexité de l'expérience. Leurs discussions ont mis l'accent sur la division sociale facilitée par l'accès inéquitable à l'éducation, non seulement d'un point de vue financier, mais aussi en ce qui concerne la qualité des écoles. Ils ont exprimé les frustrations des jeunes qui ont très peu d'opportunités de développer des compétences pouvant renforcer leurs perspectives d'emploi et ceci mène à ce que les jeunes ne voient pas leur avenir en Haïti. Leurs ambitions et leurs rêves ne peuvent pas être satisfaits dans leur propre pays, sans parler de leurs propres communautés, alors ils regardent vers l'extérieur, vers les États-Unis, la République Dominicaine, le Canada, partout où ils pensent réaliser des rêves d'avenir impossibles dans leur pays.

Les membres du secteur des leaders communautaires ont constamment dénoncé la violence des gangs. Selon leur perspective, la création et la croissance des gangs est un résultat naturel du contexte du pays. Ils se sont penchés sur l'histoire d'Haïti et ont considéré à quel point l'idée de classe est ancrée dans leurs communautés, de sorte que les gens se sentent marginalisés partout où ils vont à cause de choses sur lesquelles ils n'ont aucun contrôle. Ils ont expliqué avec quelle fréquence certains jeunes se tournent vers la criminalité et les gangs lorsqu'ils voient des injustices qui restent impunies ou lorsqu'ils sont victimes de violence ou d'un choc comme un besoin urgent d'argent qui les amène à prendre les armes et à faire ce qu'ils jugent nécessaire pour satisfaire leurs besoins immédiats.

Enfin, ils ont été très explicites en exprimant à quel point ils se sentaient sans voix et abandonnés. Ils vivent dans des circonstances désastreuses sans aucune perspective de solutions et entendent constamment parler ou sont témoins d'une riche minorité qui indemnise les auteurs d'atteintes aux droits humains afin de se protéger et de protéger leurs entreprises. Ils ont appelé à davantage d'engagement intersectoriel afin que nous puissions tous apprendre à nous connaître et construire une identité commune et une vision commune pour notre pays.

Les trois grandes causes racines qu'ils ont retenues :

1. Inégalité Sociale – discrimination, préjugé, racisme, exploitation, manque de dialogue entre les secteurs, manque de confiance, inégalité sociale et économique, exploitation
2. Mauvaise gouvernance – pauvreté, état faible,
3. Irresponsabilité de l'Etat, corruption, impunité, manque de dialogue, manque de confiance

LA MAUVAISE GOUVERNANCE EST LIÉE À

LA PAUVRETÉ

La majorité de la population n'a pas assez d'argent pour répondre à ses besoins de base en nourriture, en vêtements, en logement etc. Cet état de fait existe depuis la fondation de ce pays avec la mauvaise répartition des richesses entre les grands généraux de l'armée indigène, les soldats et les nouveaux libres. Si pour plusieurs organismes internationaux, Haïti est, depuis près d'un siècle, connu comme le pays le plus pauvre du continent américain ; pour certains leaders communautaires, Haïti n'est pas un pays pauvre mais appauvri.

L'INSÉCURITÉ

Personne en Haïti n'ignore ce phénomène qu'est l'insécurité, qu'elle soit alimentaire ou criminelle. L'Etat n'a pas le contrôle des ports, les armes à feu rentrent avec facilité dans le pays et circulent comme des « pate kòde » dans les quartiers populaires. De plus, les leaders politiques lors des élections distribuent des armes à feu et l'État n'accompagne pas les jeunes.

Ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui, il suffit de se rappeler de l'assassinat de l'empereur, Jean Jacques DESSALINES, moins de trois ans après l'indépendance pour arriver à celui de l'ex-président Jovenel MOISE le 7 juillet dernier, pour avoir une idée. Ça fait plusieurs mois que les habitants de Martissant ont été obligés d'abandonner leurs maisons sous les menaces de mort des gangs armés qui règnent en seigneurs des lieux. On observe ce même phénomène à Bel Air, à Cité Soleil, au bas de Delmas, et dans bien d'autres endroits sur le territoire national.

SYSTÈME ÉDUCATIF FAIBLE

On dit souvent qu'un bon système éducatif est la pierre angulaire d'une société prospère, mais malheureusement le nôtre est livré à lui-même. Nous avons une éducation à plusieurs vitesses qui forme des diplômés mais avec un esprit paralysé. L'école haïtienne est le lieu où l'on divise à la base les citoyens haïtiens. Dès l'indépendance d'Haïti en 1804, certains dirigeants ont compris que l'instruction de l'ensemble de la population était un facteur déterminant pour le développement social et économique du pays. Depuis lors, plusieurs tentatives de réforme ont été entreprises, la plus importante étant la réforme éducative de 1979 (Réforme Bernard). Pour réduire l'inégalité des chances scolaires, à côté des écoles urbaines, des écoles rurales ont été créées, des campagnes d'alphabétisation ont été menées afin d'alphabétiser les paysans. Mais, à cause des contraintes politiques, économiques et de l'application de la logique inégalitaire dans la répartition des biens sociaux, les projets de réforme n'ont pas abouti aux résultats espérés et l'inégalité des chances scolaires semble être à la base de l'orientation du système éducatif.

EFFETS

INSTABILITÉ POLITIQUE

Vu que le pays est mal dirigé, le gouvernement ne peut pas répondre aux besoins de la population. Il y a toujours des manifestations, des climats de tension qui paralysent le fonctionnement du pays. Ainsi les échéances électorales pour renouveler le personnel politique ne sont pas respectées ; pas d'élection, pas d'autorité légitime, pas d'investissement. C'est le désordre généralisé.

LE CHÔMAGE

Mis à part l'inexistence d'une politique de création d'emploi, il n'y a pas un système de prêt accessible à tous. La création de petites et moyennes entreprises (PME) n'est pas encouragée. Les gouvernants ne créent pas les conditions de sécurité nécessaires pouvant garantir les investissements.

L'INÉGALITÉ SOCIALE EST CONNECTÉE À

L'INJUSTICE SOCIALE

Dans les communautés, les gens ne jouissent d'aucun droit. Ils n'ont pas accès à la santé, au logement, au travail, aux loisirs. Depuis la fondation de cette République, tout le monde n'avait pas les mêmes droits et privilèges et n'étaient jamais tous égaux devant la Loi. Tout dépendait de votre signature/nom, de votre origine, de la zone où vous habitez, de votre niveau socio-économique.

Malgré les changements de gouvernement l'injustice sociale reste et demeure la règle. Les droits des personnes ne sont toujours pas respectés, la violence basée sur le genre bat son plein, les travailleurs ne sont pas bien rémunérés et sont exploités.

LA DISCRIMINATION

Généralement, le traitement accordé aux gens issus de la paysannerie et des quartiers populaires (ghettos) est inégal et défavorable. On peut souligner aussi le regard stigmatisant de la société à l'égard des personnes vivant avec le VIH, les handicapés, les femmes. Plus d'un reconnaissent que la société haïtienne est machiste. Tout est concentré sur l'homme. La femme n'a pas de droits, sa place est à la maison, à la cuisine. Les garçons sont les « coqs » qui peuvent tout faire alors que les filles non.

La langue française est une véritable barrière, surtout pour ceux qui sont analphabètes. La qualité de service qu'ils reçoivent généralement dans les bureaux est dévalorisante. Les citoyens ne sont pas égaux devant la Loi, tout dépend de votre savoir, de votre avoir et de votre famille. Si on n'est pas prêtre, médecin, avocat, ingénieur ou autre on n'a aucune importance.

L'EXPLOITATION

La pauvreté est la source de richesse de plus d'un. Avec de l'argent, certains exploitent sexuellement les jeunes filles, d'autres les pauvres, les travailleurs et les enfants. Des politiciens et hommes d'affaire utilisent des jeunes vulnérables pour commettre des forfaits après ils les emprisonnent ou les tuent.

Le peuple haïtien a lutté contre l'esclavage, c'est un peuple qu'on a exploité et que l'on continue à exploiter.

L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ETAT EST LIÉE

A LA CORRUPTION

En Haïti, la corruption est plus qu'un cancer. Les dirigeants utilisent leur autorité, leur position, pour tirer des avantages sans tenir compte des normes établies. Tout est question de pots de vins, la compétence n'a pas d'importance. Certains juges qui sont payés pour dire le mot du Droit prennent de l'argent pour faire le contraire. Aux élections, le candidat qui distribue le plus d'argent sort vainqueur. Tout est truqué, dans ce petit pays. Dans les institutions publiques les employés de l'Etat ne sont pas bien rémunérés et les services ne sont pas disponibles pour tous. On est forcé de recourir à une autre personne « un raketè » pour trouver le service désiré. La corruption gangrène tout le système « de la tête aux orteils », tout le monde est impliqué à un niveau ou à un autre.

A L'IMPUNITÉ

Les lois ne sont pas respectées, les sanctions ne sont pas appliquées contre les contrevenants dans la majorité des cas. Les juges sont corrompus. L'impunité apparaît presque normale, elle n'est ni accidentelle ni secondaire. Si l'on remonte à la dictature des Duvalier où il y a eu des crimes de masse contre les gens de toutes catégories, les parents des victimes n'ont jamais eu de justice. Les auteurs de ces crimes, qu'ils soient financiers ou de sang, sont restés impunis.

AU MANQUE DE DIALOGUE

Dans la majorité des cas, les hauts fonctionnaires de l'Etat veulent à tout prix conserver leurs intérêts (personnels, groupes, classes, clans). Etant donné qu'il n'y a pas de transparence dans leurs actes et décisions, ils ne veulent pas « dialoguer », rendre compte de leur gestion car une fois qu'ils acceptent de le faire, les zones d'ombres pourraient être éclaircies. Ainsi ils fuient le dialogue pour ne pas être mis à nu et avoir à négocier. La population n'a pas vraiment d'informations sur ce qui se passe effectivement dans les institutions publiques.

Il y a près de deux décennies que le feu Dr Turnep Delpé prônait un dialogue, une conférence nationale cela n'a jamais eu lieu. On répète qu'un dialogue politique historique est plus qu'une nécessité depuis la présidence de M. Martelly, jusqu'à date on attend encore.

MANQUE DE CONFIANCE

Personne n'a confiance en personne, surtout en les leaders politiques. Souvent, même celui qui est mandaté pour représenter un groupe, n'a pas la confiance totale des membres de celui-ci. Cela fait longtemps que le peuple haïtien est à la recherche d'un mieux-être. Après le départ des Duvalier, que beaucoup de gens avaient qualifié de « Deuxième Indépendance » parce qu'on sortait d'une dictature féroce pour prendre le chemin de la démocratie, les citoyens s'attendaient à un mieux-être. Malheureusement les conditions de vie de la population se sont aggravées. Élection après élection, le peuple choisit des dirigeants auxquels ils accordent leur confiance mais une fois arrivés au pouvoir ces leaders ne tiennent pas leurs promesses et ne font que s'enrichir au détriment de la population. Les autorités religieuses, le secteur privé des affaires, les membres de la société civile et autres n'inspirent pas confiance non plus.

LES ACTEURS IDENTIFIÉS

PLUS INFLUENTS

La Communauté Internationale
La Presse
La Présidence
Le Secteur privé

INFLUENTS

Les gangs armés
Le Parlement
Le Ministère de la Culture et des Cultes
Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP)
Les Partis Politiques
Les organisations de base
Les Juges
Les Leaders communautaires
La Société Civile
Le Parquet de Port-au Prince
Le Ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST)

MOINS INFLUENTS

La Police
Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP)
Les organismes des droits humains







PROPOSITIONS DE SOLUTIONS



PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

La pauvreté c'est ne pas avoir assez d'argent pour répondre à ses besoins de base en nourriture , en vêtements et en logement. Elle est tributaire du manque de création de richesse et de la mauvaise distribution de celle-ci. Pour renverser la pauvreté et combattre ses effets sur les conflits violents, il faut par conséquent favoriser l'éclosion d'une économie qui crée de la richesse et assurer sa distribution équitable. Quelques propositions faites par le groupe multipiste :

1. Augmenter les recettes fiscales à travers la lutte contre la contrebande et gestion plus efficace des dépenses publiques
2. Mieux répartir le budget national à travers les secteurs et départements du pays.
3. Créer des d'opportunités d'emploi surtout pour les jeunes
4. Garantir l'accès à l'éducation, la santé et les loisirs pour la population
5. Augmenter la disponibilité d'écoles techniques de qualité
6. Privilégier dans le budget national les impôts directs en lieu et place des impôts indirects
7. Vulgariser auprès de la population des concepts économiques et des éléments qui contribuent à détruire ou renforcer une économie comme la nôtre afin qu'elle puisse comprendre et participer aux prises de décisions.
8. Assurer des niveaux de compétence adéquate en ce qui concerne les principes économiques chez les fonctionnaires publics ainsi qu'au sein des partis politiques.
9. Réguler et rendre transparent l'apport financier du Secteur des Affaires dans les campagnes électorales
10. Réduire la monopolisation de certains secteurs de l'économie et encourager la concurrence comme moteur de développement
11. Revaloriser la production locale et sa distribution à travers des programmes comme les Magasins de l'Etat
12. Créer des produits financiers plus accessibles et favorables en termes de montant disponible et taux d'intérêts pour les PME
13. Poser le problème démographique dans des dialogues au sein des communautés
14. Promulguer une loi pour contrôler la démographie
15. Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la santé reproductive qui vise particulièrement les filles et femmes et un renforcement des valeurs et des droits exigeant que les hommes prennent plus leurs responsabilités envers leurs enfants.
16. Réaliser une réforme agraire

GOVERNANCE, CORRUPTION ET FAIBLESSE DE L'ÉTAT

En face d'un système étatique dysfonctionnel, les solutions proposées par les leaders sont :

1. Initier un dialogue participatif incluant les différentes catégories sociales sur les grandes questions économiques, politiques et sociales en vue de s'entendre sur un pacte social qui engloberait :
 - a) Une entente entre les « politiques » sur les règles pour les prochaines compétitions électorales en vue de garantir la stabilité politique et sociale
 - b) Assurer le fonctionnement de l'État de Droit (respect des règles, primauté des institutions)
 - c) Améliorer les conditions de vie de la population
 - d) Faciliter l'intégration de la jeunesse
 - e) Renforcer la politique de genre
 - f) Faciliter l'intégration des Haïtiens vivant à l'étranger
2. Le respect des lois et des procédures officielles en particulier l'application de la Constitution,
3. Le paiement des impôts par les entreprises et le prélèvement d'impôts simplifiés pour les particuliers,
4. Renforcement des mécanismes et institutions (ULCC, UCREF...) chargés de combattre la corruption,
5. Mettre en place des mécanismes qui obligent à tous les niveaux les différentes entités de l'Etat à faire preuve de transparence dans l'octroi de contrats publics, de franchises, les revenus et impôts, les bordereaux de douane, les permis de construire, les salaires, frais, et autres avantages octroyés aux fonctionnaires et aux élus,
- 6 La mise en place d'un processus adéquat, transparent, légal et ponctuel pour des élections libres et justes. Pour ceci, il faudrait aussi monter des campagnes de sensibilisation sur tout le territoire sur l'importance du vote et comment voter.
7. Restaurer tout ce qui concerne la dignité de la personne humaine (Pièce d'identité, sécurité physique, alimentaire et sociale
8. Rechercher l'auto-suffisance énergétique
9. Réaménagement du Territoire
10. Mettre en place une véritable décentralisation
11. Faire la promotion des spécificités locales et régionales
12. Organiser les États Généraux de l'Education pour avoir une nouvelle orientation du système éducatif en Haïti.

HISTOIRE- ESCLAVAGE-DISCRIMINATION ET RACISME

Pour atténuer les conséquences de la discrimination et du racisme, il est impératif d'éduquer nos jeunes afin qu'ils valorisent tous les apports culturels et ethniques qui constituent la nationalité haïtienne. Ils doivent être sensibilisés et faire l'expérience de modèles d'inclusion, qui permettront à ces jeunes de devenir des citoyens plus conscients de la richesse et des opportunités qu'offre cette diversité de ressources humaines que nous possédons. Il faut cibler les acteurs suivants

pour participer à cet effort collectif :

1. Les familles
2. Les institutions religieuses
3. Les écoles et universités
4. Les OCB , les organisations de droits de l'homme, les associations culturelles
5. Les médias
6. Le secteur privé des affaires

D'autres actions en lien avec ces thématiques ont été proposées par les participants :

- Dialogues dans les communautés, dans les écoles et les universités,
- Intégrer la diaspora de manière stratégique et intentionnelle dans les dialogues
- S'assurer de la réalisation de dialogues multipistes entre les jeunes de 14 à 25 ans,
- Former plus de professionnels dans la facilitation de dialogues
- Utiliser le sport et la musique comme outils de vulgarisation et de cohésion sociale
- Redistribution équitable des richesses du pays par l'Etat (Justice sociale)
- Accès aux services de base pour tous les citoyens
- Réalisation de rencontres intersectorielles et intercommunautaires
- Campagne d'éducation civique axée sur la lutte contre la discrimination linguistique
- Créer un « Fonds de Solidarité Sociale » permettant la continuité des dialogues, rencontres et des activités de sensibilisation en lien avec ces thèmes

INFLUENCE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Nous avons besoin d'examiner notre comportement qui permet qu'il y ait autant d'influence de l'internationale dans notre pays. Qu'est-ce qu'on n'a pas fait ? Qu'est qu'on aurait dû faire ? On dit souvent que « c'est l'étranger qui fait », mais il faut qu'on commence à se demander : quelle est notre responsabilité pour que « l'étranger » ait toute cette influence dans le pays ? Quelles erreurs commettons-nous ? Nous devons arrêter de dire que c'est « l'étranger » qui est responsable.

Pour diminuer l'influence de la communauté internationale les participants ont mis l'accent sur des axes prioritaires :

1. Mener des élections avec nos capacités locales et non pas avec un financement de l'international
2. Développement d'un Projet National / Accord National/ Etats généraux de la nation
3. Faire respecter les Règles, les Normes administratives et assurer la prise en charge de la question sécuritaire
4. Réduire le nombre de partis politiques et soutenir leur renforcement

5. Renforcer la production nationale
6. Doter le pays d'une armée professionnelle
7. Etablir un programme d'éducation civique
8. Exercer un contrôle plus soutenu de l'activité des ONG dans le pays
9. Développer un budget national en adéquation avec nos moyens et nos besoins
10. Créer un « Fonds d'Investissement » géré par la Diaspora Haïtienne

Ceci est une synthèse des réflexions produites par les participants. Nous souhaitons que ce document soit « un document vivant » et que ceux qui ont eu à participer à ce processus d'analyse ainsi que ceux qui en prendront connaissance, tant au niveau national qu'international, l'utiliseront comme référence pour leurs actions en Haïti. Nous espérons également que tout un chacun continuera à développer des réflexions autour des sujets abordés tant en ce qui concerne les problèmes identifiés que les pistes de solution proposées. Nous les encourageons à faire appel les uns aux autres dans le cours de leurs activités inspirés par ces réflexions, dans une recherche constante de coordination, de communication et de continuité afin d'aboutir à un impact collectif pour le mieux-être du peuple haïtien.

L'équipe de LAKOU LAPÈ.

Contact:

admin@lakoulape.org

2811 1804



@ 2022 LAKOU LAPÈ

